



Mardi 23 septembre par une grève massive disons NON à la privatisation !

Ils racontent des bobards !

" **Changer de statut, ce n'est pas privatiser** " : c'était les mêmes arguments au moment de la privatisation de France Télécom et de Gaz de France. Aujourd'hui, ces entreprises sont totalement privatisées

" **Priorité pour les investissements pour l'Enseigne** " ils ne cessent de fermer des bureaux de poste ou de réduire les horaires d'ouverture.

" **renforcer l'unité et la cohérence du groupe** " : Depuis des années, ils n'ont pas cessé de casser l'unité de la Poste, ils ont construit des murs entre le courrier et les guichets.

Privatisation = dégradation des conditions de travail

« La situation des fonctionnaires et des ACOs restera inchangée » ils mentent !

Avec l'ouverture du capital, les actionnaires privés exigeront une rentabilité toujours plus forte. Les réorganisations seront encore plus dures que maintenant !

Les actionnaires aiment les suppressions d'emplois. L'annonce de suppressions d'emplois fait monter le cours des actions. Les suppressions d'emplois seront encore plus nombreuses.

Pour les actionnaires, les personnels de La Poste seront encore trop payés : une partie des activités sera transférée à des filiales avec du personnel précaire, à temps partiel, sous-payé (distribution de la presse, banque postale, distribution en zone rurale, relevage des entreprises et transport du courrier...).

Pour les actionnaires, les bureaux de poste seront trop nombreux. Déjà de nombreux bureaux de poste ont été transformés en APC ou Relais Poste. D'autres pousseront à fermer les bureaux jugés non rentables et accorder des franchises à des commerçants, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Etc...

Mardi 23 septembre

dans la grève, dans les manifs et les rassemblements les postier-es ne sont pas seuls, répondons présents !

SUD, CGT, FO, CFDT, CFTC appellent ensemble à la grève.

Fermeture des bureaux, abandon des missions de service public, exclusion des populations les plus modestes, la privatisation de La Poste suscite l'inquiétude dans l'opinion publique.

Un collectif de syndicats de postiers, d'associations, de partis politiques s'est constitué pour mener campagne contre la privatisation au niveau des usagers et de l'opinion publique. Il soutient la grève du 23 septembre.

Les citoyens sont propriétaires de La Poste. C'est à eux de décider, pas à quelques dirigeants. Avec les usagers, les populations, les élu-es, nous pouvons gagner !



**Fédération syndicale des activités postales et
de télécommunications**

25/27 rue des Envierges 75020 Paris Téléphone : 01 44 62 12 00
Télécopie : 01 44 62 12 34 sudptt@sudptt.fr http://www.sudptt.fr